



Séminaire international de recherche

« La gestion des ressources naturelles dans les statuts d'autonomie »

Palais des Nations (Salle XXII), Genève, 4 juin 2012, de 10h00 à 14h00

Présentation

Le **11 avril 2007**, le Royaume du Maroc a présenté au Secrétaire général des Nations Unies un document intitulé "Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la Région du Sahara" en vue de mettre un terme à l'impasse des négociations sur le statut du Sahara occidental¹. Afin de promouvoir la discussion sur certains aspects de cette proposition, le Maroc a pris l'initiative, entre autres, de trois séminaires académiques internationaux :

- L'un le **6 octobre 2009** à Genève avec le Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP), qui en a publié une synthèse dans son *Geneva Paper No. 12*² ;
- L'autre les **21-22 février 2011** à Dakhla, au Maroc, sur les dimensions des droits humains et de la démocratie dans l'Initiative marocaine, dont les résultats ont été présentés lors d'une table ronde le 17 mars 2011 en marge de la réunion de Conseil des Droits de l'Homme à Genève et ont été publiés par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc ;
- Le troisième séminaire a eu lieu le **22 mars 2012** à Genève et a été consacré à « La gouvernance dans les statuts d'autonomie : institutions et mécanismes. »

Le Maroc organise également un autre séminaire international de recherche le **4 juin 2012** consacré à « La gestion des ressources naturelles dans les statuts d'autonomie ». Comme les précédents, ce séminaire vise à promouvoir l'importance de l'Initiative marocaine comme un modèle sans précédent de gestion de l'autonomie dans le contexte de l'Afrique du Nord mais susceptible de servir de référence dans d'autres pays du Sud. Ce séminaire offrira une occasion de comparer les pratiques actuelles dans certains territoires ou régions autonomes avec les mécanismes de gestion des ressources naturelles proposés dans l'Initiative marocaine.

Il est important de noter que les négociations internationales sur le statut du Sahara occidental sont menées au sein des Nations Unies et que ce séminaire ne vise pas à apparaître comme un substitut de ces négociations.

Les contributions aux deux séminaires de 2012 seront publiées par le Maroc.

¹ Voir: Nations Unies, Document S/2007/206 du 13 avril 2007 (disponible à : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/307/49/PDF/N0730749.pdf?OpenElement>)

² "L'autonomie peut-elle satisfaire le droit à l'autodétermination ?", *Geneva Paper No. 12*, 2010 (<http://www.gcsp.ch/Resources-Publications/Publications/GCSP-Publications/Geneva-Papers/Conference-Series/L-autonomie-peut-elle-satisfaire-le-droit-a-l-autodetermination>)



Programme pour les Conférenciers

Dimanche 3 juin 2012

Après-midi
20h00

Arrivée et installation à l'hôtel Manotel Epton, 18 rue de Richemont, 1202 Genève
Dîner de bienvenue offert par S. Exc. M. **Omar Hilale**, Ambassadeur, Représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies et des Organisations internationales à Genève, en sa Résidence

Lundi 4 juin 2012

8h00

Départ pour les Nations unies (accréditation et visite guidée)

10h00 – 10h15

Introduction par le Président du Séminaire : M. **Jean-Louis Roy**, Chercheur invité au Centre de recherche en droit public, Responsable de l'Observatoire mondial des droits de l'homme, Montréal (Canada) : « Les dispositions de l'Initiative marocaine sur la Région du Sahara concernant la gestion des ressources naturelles »

10h15 – 11h45

Présentation des mécanismes de gestion des ressources naturelles dans les statuts d'autonomie régionale et comparaison avec l'Initiative marocaine :

- Aceh : Dr **Achim Wennmann**, Chercheur, Centre sur les Conflits, le Développement et la Consolidation de la Paix, Institut de Hautes Etudes internationales et de Développement, Genève : « *Le partage des richesses naturelles : expériences transférables du cas d'Aceh au cas du Sahara* »
- Groënland : Dr **Lise Lyck**, Professeure associée et directrice du Centre de Gestion du Tourisme et de la Culture, Ecole de commerce de Copenhague : « *Le développement du système d'autonomie du Groënland et sa pertinence pour un statut d'autonomie de la région du Sahara* »
- Kurdistan d'Irak : Professeur **Saad N. Jawad**, Département des Relations internationales, London School of Economics and Political Science : « *Comparaison entre l'expérience du Kurdistan irakien et de l'Initiative marocaine pour l'autonomie de la région du Sahara* »
- Nouvelle-Calédonie : Dr Séverine Blaise, Maître de conférences à l'Université de Nouvelle-Calédonie : « *La gestion des ressources naturelles en Nouvelle-Calédonie : des pistes pour l'Initiative marocaine pour la région du Sahara ?* »
- Québec et Nunavut (Canada) : Professeur **Alain-G. Gagnon**, Département de Science politique, Université du Québec, Montréal : « *La place du Québec et le partage des compétences dans le système fédéral canadien et quelques constats portant sur la gestion des ressources au Nunavik et au Nunavut pour une comparaison avec l'Initiative marocaine sur l'autonomie de la Région du Sahara.* »

14h45 – 15h00

Conclusions : M. **Jean-Louis Roy**

Buffet traditionnel marocain

Contact : M. Omar Rabi, Premier Secrétaire, Mission permanente du Maroc à Genève (rabi@mission-maroc.ch)



BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

Séverine BLAISE

Séverine Blaise, née en 1975, est Maître de Conférences au Département Droit-Economie-Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa. Ses domaines principaux de recherche sont l'Économie du développement et l'Économie internationale, et ses domaines connexes, l'Économie du développement durable et l'Économie de la Culture. Elle travaille notamment sur l'efficacité de l'aide dans le processus de développement des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, y compris le phénomène de régionalisation ainsi que le rôle complémentaire des investissements directs étrangers ; elle met en lumière l'originalité de l'aide japonaise, ainsi que le lien entre les flux de capitaux publics et privés dans la région. Elle a obtenu un Doctorat ès Sciences économiques de l'Université de la Méditerranée en 1999-2004 ; elle est aussi titulaire d'un Master en Économie du Développement obtenu en 2000-2002 de l'Institut de Recherche économique de l'Université d'Hitotsubashi, Tokyo, et d'un DEA d'Économie internationale et industrielle de l'Université de la Méditerranée en 1997-1998. Depuis 2007, elle enseigne à l'Université de la Nouvelle-Calédonie et est chercheuse au Centre des Nouvelles Etudes sur le Pacifique et Maître de conférences associée à l'Université nationale australienne (Canberra). Elle a également occupé divers postes de formatrice, chercheuse ou enseignante en France, au Japon et en Australie. Sa thèse de doctorat portait sur l'« *Efficacité de l'Aide et Développement : Le cas de l'Asie de L'Est* » et sa thèse de Master sur : « *The Effectiveness of Japan's Aid : A Microeconomic Evaluation in China* ». Parmi ses publications figurent : *Économie*, Editions Foucher, Coll. Expertise Comptable, 2^e éd., DCG5, 2009 et 1^e éd. 2009 (en collaboration avec René Teboul) ; « L'après Kyoto : quelle approche face au changement climatique ? », *Mondes en Développement* 39-2011/2, n°154. ; « De l'aide à la coopération économique : pour un ré-examen de la politique d'aide japonaise », *Revue Tiers-Monde*, N°186 avril-juin 2006, p.315-336 ; « On the Link between Japanese ODA and FDI in China: A Microeconomic Evaluation Using Conditional Logit Analysis », *Applied Economics*, 2005, 37, p.51-55 ; « La Répartition de l'aide et des investissements directs étrangers japonais en Chine : une Analyse microéconomique », *Région et Développement*, 20-2004, p.13-44 ; « Du concept de développement durable : panacée ou oxymore ? », *Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde*, N°126, 2011 ; « Japanese Aid as a Prerequisite for FDI: the Case of Southeast Asian Countries », *Asia Pacific Economic Papers*, N°385, Australia-Japan Research Centre, The Australian National University, 2009 ; « Official Development Assistance, Foreign Direct Investments and Regionalisation : A Comparison France-Japan », Chapitre 9 dans G. Benhayoun, R. Bar-El et E. Moustier (eds), *Unimed-Forum: Regional Cooperation Perspectives*, L'Harmattan, 2005, p. 185-206 ; « L'Évolution de la Consommation de Biens Culturels au Japon », Chapitre 10 dans R. Teboul (eds), *Les Mutations technologiques, institutionnelles et sociales dans l'économie de la culture*, L'Harmattan, 2004 ; « Linking Pre-1954 and Post-1954 Series for Estimating North Vietnam and South Vietnam Long Term Economic Performances, 1935-75 », dans J-P Bassino, J-D Giacometti et K. Odaka (eds), *Quantitative Economic History of Vietnam 1900-1990*, Tokyo : Hitotsubashi University, 2000, pp. 409-428 (en collaboration avec Jean Pascal Bassino). Mme Blaise exerce aussi les fonctions suivantes : Rapporteur occasionnel pour la revue *World Development* ; Membre du comité de pilotage du Projet "Capital naturel et croissance en Nouvelle-Calédonie", lancé par l'Agence française de Développement, Nouméa ; Membre du Conseil scientifique de l'Axe III de l'Institut Agronomique néo-calédonien (IAC) " Ruralité et Politiques publiques. "

Alain-G. GAGNON

Alain-G. Gagnon est professeur titulaire au Département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes (CREQC). Il est notamment l'auteur de *Regards sur la convention de la Baie James et du Nord Québécois* (Montréal, 2002) sur l'autonomie des communautés autochtones du Nord Québec. Il est directeur et membre fondateur du Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP) et directeur du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ). Ses



recherches portent principalement sur le fédéralisme, le nationalisme, la citoyenneté, les partis politiques, l'identité nationale, la diversité et la multination, avec une attention particulière à la dynamique Québec-Canada. Alain-G. Gagnon, s'est vu reconnaître pour son leadership en tant que chercheur de premier plan entre autres dans le cadre du programme des Chaires de recherche du Canada. Il occupe une place importante dans les débats publics au Québec et au Canada. À titre de coordonnateur des activités du GRSP depuis 1995, il a piloté plusieurs grandes initiatives en vue d'approfondir les connaissances tout aussi bien sur les questions identitaires et nationales que sur la citoyenneté et l'insertion sociale en Belgique, au Canada, en France, en Espagne et au Royaume-Uni. Ses travaux ont été publiés dans une dizaine de langues au cours des dernières années. En plus d'enseigner aux universités Queen's, Carleton et McGill de 1982 à 2003, il a été professeur invité à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, à l'université autonome de Barcelone et à l'université Pompeu Fabra, de même que chercheur invité à l'Institut de recherche en politiques publiques (Montréal). Alain-G. Gagnon cumule aussi les fonctions de directeur de la collection « Débats » aux éditions Québec Amérique, de la collection « Trajectoires » chez Boréal ainsi que la collection « Diversitas » aux Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang. Il a démontré une capacité à réunir des collègues dans des collaborations fructueuses, ainsi qu'un sens très élevé de l'organisation. En plus d'avoir dirigé le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill, il a collaboré avec plusieurs organismes, dont l'Institut de recherche en politiques publiques, le Fonds de solidarité du Québec et le Mouvement Desjardins (dans le cadre du programme d'études québécoises et des grandes conférences Desjardins). En 2010, Il s'est mérité le prestigieux Prix Trudeau pour l'envergure de son travail et le rayonnement de ses recherches.

Saad N. JAWAD

Saad N. Jawad a rejoint le Centre sur le Moyen-Orient de la London School of Economics and Political Science (LSE) comme professeur associé en décembre 2010. C'est un expert irakien en sciences politiques qui a enseigné à l'Université de Bagdad pendant plus de 30 ans. Parmi ses intérêts figurent les Kurde d'Irak, la guerre en Irak et ses effets au Moyen-Orient ainsi que l'influence régionale des voisins de l'Irak. Le Dr Jawad a publié fin 2011 une étude sur la constitution irakienne. Il est notamment l'auteur de chapitres dans *The Decision Making in the Arab Regimes* (Nevine Mos'ad (dir.), Centre for Arab Unity Studies, juillet 2010) et *Towards a Historical Democratic Front in the Arab Countries* (Ali K. Alkawari et A. Madi, (dir.) Centre for Arab Unity Studies, mars 2010).

Lise LYCK

Lise Lyck est la Directrice du *Centre for Tourism and Culture Management* (TCM) de la *Copenhagen Business School* depuis 2003, et une économiste à l'Université de Copenhague. Jusqu'en 1984, elle a été chef de section à *Statistics Denmark*, chargée des statistiques de prix et de revenus et des modèles macro-économétriques. Elle a élaboré la première comptabilité nationale du Groënland. Elle est experte en modèles d'autonomie, en particulier ceux liés aux possessions historiques du Danemark (Slesvig-Holstein, Islande, Iles Féroé et Groënland) ainsi qu'à l'autonomie des Iles Åland et aux modèles appliqués au Canada. Elle a été membre de la Commission scientifique du Groënland pendant 8 ans, chargée de la recherche en sciences sociales. Elle a dirigé des projets internationaux de recherche concernant l'Arctique. Sa liste de publications comprend plus de 200 titres, parmi lesquels : "Regionalization Experiences from Overcoming the Missing Links of Europe", in *The Role of Regions*, Herrschel, Tassilo, Tallberg, Pontus (eds.), Kristianstads Boktryckeri, Sweden (2011); *Government and Governance Development in Greenland* (2009); "Gouvernement et développement de la gouvernance au Groenland", Telescope Vol. 15 no3 automne, Université du Québec (2009); *Creative Industries, Youth Entrepreneurship and Tourism as Development Factors for the Baltic Sea Region and Barents Region*, St. Petersburg, Russia (2009); "On Arctic Regionalisation" Frederiksberg : Copenhagen Business School. Center for Tourism and Cultural Management (2009); "On Arctic Regionalisation", contribution to book on regionalisation, Aalborg University (2009); "Air Routes", "Economic Development", Economic Policy", "Greenland Technical Organization (GTO)", "Mining", "Trade" and



“Transport” in Mark Nuttal (ed.): *Encyclopedia of the Arctic*, Routledge (2005); “The Faroe Islands: The Birth of a New Microstate?,” in Clive Archer and Pertti Joenniemi (Eds.): *The Nordic Peace*, Ashgate Publishing Limited, Aldershot England (2003); “Greenland and the Challenges for the Danish Realm”, in Clive Archer and Pertti Joenniemi (Eds.): *The Nordic Peace*, Ashgate Publishing, Aldershot England (2003); “Cultural Tourism: A New Selling Point for Faroese Tourism?”, Nordic Council Culture Tourism Conference in the Faroe Islands, (2003); “Arctic Economies and Globalisation” in North Meets North, Northern Research Forum, Stefansson Arctic Institute and University of Akueyri, Iceland (2001); “Greenland and Arctic Economic and Political Issues”. Nordic Press (2001); “Regions and Regionalisation as Strategic Instruments for a Peaceful Co-existence”, *Regional Contact*, XIII, No. 14, (1999); “Arctic International Trade - A Study Focused on the Greenlandic International Trade”. *New Social Science Monographs* (1999); “Dependency, Autonomy, Sustainability in the Arctic”, in *Sustainable Development for Post-Sovereign Small Economies*”, Ashgate Publishing (1999); “External and Domestic Environment for Industrial Strategies and Management in Greenland”, in *Development in the Arctic*, Tom Greiffenberg, Dansk Polarcenter, Copenhagen (1999); etc.

Jean-Louis ROY

Jean-Louis Roy est chercheur invité au Centre de recherche en droit public de l’Université de Montréal (CRDP) et membre du Conseil d’administration du Centre d’études et de recherches internationales (CERIUM). Un des principaux architectes des institutions de la Francophonie internationale, M. Roy fut de 1990 à 1998 Secrétaire général de l’Agence de la Francophonie, réunissant 49 États et gouvernements. Pendant les années 1980, il fut directeur du quotidien montréalais *Le Devoir*, puis Délégué général du gouvernement du Québec à Paris. De 2002 à 2008, M. Roy fut président de Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique). Historien, il est notamment auteur de *L’Europe au XXI^e*, *La Francophonie : Le Projet communautaire* et de *Une Nouvelle Afrique à l’aube du XXI^e siècle*.

Achim WENNMANN

Achim Wennmann est chercheur au Centre sur les Conflits, le Développement et la Consolidation de la Paix (CCDP) de l’Institut des Hautes Etudes internationales et de Développement (IHEID) de Genève, où il a obtenu son Doctorat en Relations internationales. Auparavant, il avait obtenu un Diplôme d’Études Supérieures (DES) au même Institut, et un *Bachelor of Arts* en Relations internationales et Etudes de Développement de l’Université du Sussex au Royaume-Uni. Avant de travailler au CCDP, le Dr Wennmann était responsable de cours de formation professionnelle pour jeunes fonctionnaires du Sud-Caucase, et il a mené des recherches à IHEID sur la politique de paix et la décentralisation de la gouvernance en Géorgie. Il a également travaillé pour le *Small Arms Survey* en soutien à la Déclaration de Genève sur la Violence armée et le Développement. Actuellement, il est aussi Coordonnateur exécutif de la *Geneva Peacebuilding Platform*. Au CCDP, le Dr Wennmann dirige des recherches sur les dimensions économiques de la médiation de paix, les ordres politiques hybrides, l’économie politique des conflits et des groupes armés, et le financement du terrorisme. Il est l’auteur de *Managing the Economic Dimensions of Peace Processes: Resource Wealth, Autonomy, and Peace in Aceh* (avec J. Krause, 2011), *The Political Economy of Peacemaking* (Routledge, 2011), et le co-directeur (avec Mats Berdal) de *Ending Wars, Consolidating Peace: Economic Perspectives*.